

Extrait du CADTM

<http://www.cadtm.org>

Un coup d'oeil dans le rétroviseur pour comprendre le
présent (6/6)

De Friedman et Hayek à Greenspan en passant par le duo Banque mondiale-FMI : Les dogmes néo-libéraux

- Français -

Date de mise en ligne : samedi 13 juin 2009

CADTM

(6ème et dernière partie) [\[1\]](#)

Les dogmes néo-libéraux

Le courant néo-libéral fait de l'Université de Chicago un de ses bastions (outre Friedman qui y réalisa toute sa carrière, il faut signaler que Hayek y a enseigné de 1950 à 1961), au point que l'on parlera plus tard de l'Ecole de Chicago et des *Chicago Boys* de Friedman. Celui-ci déclare, à partir de 1970, avoir fait triompher la " *contre-révolution dans la théorie monétaire* " qu'il caractérise par " *l'accent renouvelé mis sur le rôle de la quantité de monnaie* " [\[2\]](#). Friedman affirme que toute variation de la masse monétaire est suivie d'une variation dans le même sens des prix, de la production et des revenus. Il ajoute qu'il s'agit d'une loi observée depuis des siècles et qu'elle est assimilable aux lois dégagées par les sciences naturelles. Il en déduit que l'Etat ne peut relancer la demande en émettant de la monnaie sous peine d'augmenter dans les mêmes proportions le taux d'inflation. Il propose dès lors un amendement à la Constitution impliquant que la masse monétaire doit varier à taux constant, égal au taux de croissance à long terme de la production nationale [\[3\]](#).

Pour Friedman (comme pour J. B. Say), le fonctionnement libre du marché suffit pour assurer une allocation optimale des ressources et le plein emploi des capacités de production. Cette vision est contredite par la réalité, mais cela n'empêche pas qu'elle soit diffusée systématiquement et acceptée comme une évidence.

Friedman s'est engagé clairement sur le plan politique : il s'est placé du côté réactionnaire. En 1964, il a été conseiller économique du candidat républicain à la présidence, Barry Goldwater. Il occupa la même fonction pour Richard Nixon en 1968 et pour Ronald Reagan en 1980.

Après le renversement du gouvernement de Salvador Allende par le général Pinochet, il a prodigué ses conseils à ce dernier. Friedman appuya la répression et poussa à des mesures antisociales extrêmes. Michel Beaud et Gilles Dostaler ajoutent : « *En 1977, Milton Friedman publie un ouvrage intitulé Contre Galbraith , issu de conférences prononcées en Grande-Bretagne. Dans l'une de celles-ci, il propose à la Grande-Bretagne, pour sortir de ses maux, une thérapie de choc s'inspirant en partie de celle qui a été mise en oeuvre au Chili* » [\[4\]](#). De son côté, Hayek indiqua également sa préférence pour les méthodes dictatoriales sanglantes du général Pinochet. " *Un dictateur peut gouverner de manière libérale, comme il est possible à une démocratie de gouverner sans le moindre libéralisme. Ma préférence personnelle va à une dictature libérale et non à un gouvernement démocratique d'où tout libéralisme est absent*", répondit-il à un journaliste chilien en 1981 [\[5\]](#). Après dix ans d'application de ses recettes économiques, le Chili passa par une récession qui fit chuter le PIB de 15% en 1982-1983 à un moment où le taux de chômage atteignait 30% [\[6\]](#). D'ailleurs, si le Chili a connu dans les années 1990, un certain succès économique, c'est en rompant clairement avec les recettes des *Chicago Boys* .

Si R. Reagan a été inspiré par Friedman, M. Thatcher a revendiqué quant à elle l'influence de Hayek : " *Ce ne fut qu'au milieu des années 1970, quand les oeuvres de Hayek figurèrent en haut des lectures que me donna Keith Joseph (conseiller économique de M. Thatcher ayant participé aux réunions de la Société du Mont-Pèlerin) , que je saisis réellement les idées qu'il avançait. C'est alors seulement que j'ai considéré ses arguments du point de vue du type d'Etat cher aux conservateurs (un gouvernement limité sous le règne de la loi), plutôt que du point de vue du type d'Etat à éviter (un Etat socialiste où les bureaucrates gouvernent sans frein)*" [\[7\]](#)

Si l'on y regarde bien, le Chili à partir du 11 septembre 1973 a constitué dans l'hémisphère sud un laboratoire dans lequel a été mis en pratique, d'une manière particulièrement violente et brutale, le projet néolibéral. Après l'expérimentation chilienne de la dictature du général Augusto Pinochet, le projet néolibéral a été généralisé à l'hémisphère nord en commençant par la Grande-Bretagne et les Etats-Unis. Certes les méthodes ont différé mais le

fond de l'orientation sociale et économique était identique. Les références idéologiques étaient les mêmes.

Robert Lucas et la négation du chômage involontaire

La contre-révolution néolibérale va très loin dans une perspective réactionnaire.

Selon Robert Lucas (1937) qui se caractérise lui-même comme partisan de la "nouvelle macro-économie classique", le chômage involontaire n'existe pas. Pour Keynes, l'existence d'un chômage involontaire était une évidence. Par contre, selon Lucas, le chômage est provoqué par le choix qu'opère le travailleur entre le loisir et le travail. Toujours selon Lucas, l'économiste qui veut comprendre l'évolution du marché du travail doit postuler que les travailleurs ont un comportement rationnel de maximisation dans l'arbitrage qu'ils opèrent entre le temps de travail et le temps de loisir. En d'autres termes, un travailleur au chômage est une personne qui a fait le choix d'augmenter son temps de loisir, même si cela représente une chute ou une perte totale de revenu.

Le FMI et l'inexistence du chômage involontaire

Selon Joseph Stiglitz, prix Nobel d'économie en 2001, le dogme de l'inexistence du chômage involontaire est fortement ancré au sein du FMI : " Dans certaines universités au sein desquelles le FMI recrute régulièrement, le programme central porte sur des modèles où le chômage est inexistant. Dans le modèle standard de la concurrence - celui qui sous-tend le fanatisme du libre marché cher au FMI -, la demande est toujours égale à l'offre. Si la demande de travail est égale à l'offre, il n'y a jamais de chômage involontaire. Celui qui ne travaille pas a, de toute évidence, choisi de ne pas travailler. Vu sous cet angle, le chômage de la grande crise des années trente, quand une personne sur quatre était sans emploi, a dû résulter d'un désir irrépressible de loisirs. (...) Si ces modèles surannés peuvent encore amuser un peu au sein du monde académique, ils sont tout à fait inadaptés pour comprendre les problèmes d'un pays comme l'Afrique du sud, accablé d'un taux de chômage de plus de 25% depuis le démantèlement de l'apartheid. Les économistes du FMI ne pouvaient évidemment pas ignorer l'existence du chômage. Mais puisque, du point de vue du fanatisme du marché (...), il ne peut y avoir de chômage, c'est que le problème ne peut pas venir des marchés. Il doit donc venir d'ailleurs, de l'interférence de syndicats cupides et de politiciens dans les mécanismes du libre marché : ils demandent et obtiennent des salaires bien trop élevés. D'où une évidente conclusion pratique : s'il y a du chômage, il faut réduire les salaires " [\[8\]](#)

Par ailleurs, Robert Lucas affirme, dans le cadre de l'orthodoxie classique qu'avait combattue tant Marx que Keynes, qu'il y a un taux naturel de chômage qu'il ne faut pas chercher à influencer par des politiques de relance de l'emploi parce que celles-ci sont contre-productives.

Lucas est professeur à l'Université de Chicago et son apport à l'offensive néo-libérale a été récompensé en 1995 par l'obtention du prix Nobel d'économie.

Lucas et ses collègues ont procédé à une critique radicale de la politique de Reagan parce qu'elle n'était pas cohérente par rapport aux postulats monétaristes (en cela, ils avaient raison). Ils ont approuvé la volonté de Reagan de mener une politique monétariste visant la réduction de la masse monétaire mais ont déclaré que celle-ci était incompatible avec une baisse des impôts à laquelle s'ajoutait une augmentation des dépenses militaires, ce qui ne pouvait qu'aggraver le déficit public. Ils approuvèrent la réduction des dépenses sociales mais refusèrent l'augmentation des dépenses militaires.

Leur refus, qui n'avait rien d'éthique, montre clairement l'incohérence réelle entre le discours monétariste de Reagan

et sa politique pratique qui impliqua une augmentation du déficit public. Il appliqua partiellement une recette keynésienne pour sortir les Etats-Unis de la récession en relançant les dépenses publiques. Il le fit d'une manière réactionnaire en destinant l'augmentation des dépenses publiques à l'armement (et à la recherche spatiale pour le projet de guerre des étoiles). Du point de vue des intérêts de l'impérialisme nord-américain, son choix critiqué par les dogmatiques néo-libéraux ou néo-classiques, aura eu des résultats plutôt positifs.

Mais le coût social est énorme.

Un postulat clé de la vague néolibérale : le marché libre assure l'allocation optimum des ressources

" *Pour que la main demeure invisible, il faut bien que l'oeil soit aveugle* " [\[9\]](#)

Evidemment, on peut rétorquer qu'il n'y a aucun exemple de fonctionnement sans entrave du marché. Cela vaut non seulement dans des pays où les pouvoirs publics et les travailleurs organisés refusent le dogme néolibéral et réussissent à défendre leur système de sécurité sociale, une certaine stabilité de l'emploi, certains services publics... Mais c'est aussi le cas dans toutes les économies où les politiques néolibérales ont été mises en pratique avec le plus d'agressivité. Les néolibéraux au pouvoir aux Etats-Unis depuis 1980 ont certes réduit ce qu'ils dénoncent comme des entraves au libre fonctionnement du marché (par exemple, en diminuant la force du mouvement syndical, en réduisant les mécanismes de protection sociale) mais ils en ont renforcé d'autres : concentration plus grande des entreprises qui mène à une situation d'oligopole dans certains secteurs ; maintien du protectionnisme à l'égard de leurs concurrents étrangers (barrières douanières et autres mécanismes de limitation du libre échange, subventions à leurs exportateurs) ; renforcement du pouvoir des acteurs financiers évoluant vers la "tyrannie des marchés" ; barrage à la libre circulation de la force de travail ; multiplication des actes de délinquance financière qui entravent le fonctionnement libre du marché (voir les multiples scandales depuis l'affaire Enron jusqu'au schéma pyramidal Ponzi de Bernard Madoff).

Dans le même temps, aux Etats-Unis, les inégalités ont augmenté, la pauvreté touche une partie plus importante de la population ; une grande partie des emplois créés sont des emplois précaires mal payés ; le nombre de personnes emprisonnées est passé de 250 000 en 1975, à 744 000 en 1985, pour atteindre 2,3 millions en juin 2008 (dont environ la moitié sont des Afro-américains et un quart sont des Latinos) ; l'aspect criminel d'une grande partie des activités économiques réalisées par les hauts responsables des entreprises privées et de l'Etat n'a jamais été aussi élevé car il a été encouragé par les mesures de dérégulation financière.

L'ultime argument des néolibéraux pour défendre leur bilan, c'est de dire qu'il n'y a toujours pas d'allocation optimum des ressources parce que nulle part, il n'y a de fonctionnement sans entrave du marché. Il s'agirait donc de lutter contre les entraves dans la perspective lointaine d'une prospérité générale.

En réalité, il s'agit, au nom de la quête du marché libre (la terre promise des néolibéraux), de détruire les conquêtes des travailleurs et des opprimés en général en présentant celles-ci comme autant de rigidités réactionnaires.

Tour de passe-passe des néo-libéraux : présenter l'opprimé(e) comme étant l'opresseur

En fait, cet argument n'est pas nouveau : il s'agit de désigner le mouvement syndical et les législations qui protègent les travailleurs comme des instruments d'oppression mis en place par les privilégiés qui ont un travail bien payé à l'encontre de ceux qui ont le courage d'accepter le travail précaire qu'on leur « offre ».

Von Hayek écrivait déjà en 1944 dans *La Route de la servitude* : " *Jamais une classe ne fut exploitée d'une façon plus*

cruelle que ne le sont les couches les plus faibles de la classe ouvrière par leurs frères privilégiés, exploitation rendue possible par la "réglementation" de la concurrence. Peu de slogans ont fait autant de mal que celui de "stabilisation" des prix et des salaires : en assurant les revenus des uns, on rend la situation des autres de plus en plus précaire " | [10](#)].

Cinquante plus tard, dans son rapport de 1995 intitulé *Le Monde du travail dans une économie sans frontières*, la Banque mondiale déclare *grosso modo* la même chose que Hayek. En voici quelques extraits :

*" Par les obstacles qu'elle met à la création d'emplois, une réglementation de sécurité de l'emploi trop contraignante risque de protéger ceux qui ont un emploi salarié, **aux dépens des exclus, des chômeurs et des travailleurs du secteur informel ainsi que du secteur rural** " |[11](#)]. Haro sur la protection de l'emploi car elle existe aux dépens des opprimés !*

*" Il y a fort à craindre que ceux qui seront les premiers bénéficiaires de l'assurance sociale - généralement les travailleurs de condition aisée - le soient **aux dépens des autres travailleurs** " |[12](#)]. Haro sur la sécurité sociale !*

*" Il ne fait pas de doute que les syndicats agissent souvent en monopoleurs obtenant des améliorations dans les conditions de salaire et de travail de leurs adhérents **aux dépens** des détenteurs de capitaux, des consommateurs **et de la main d'oeuvre non syndiquée inorganisée** " |[13](#)]. Haro sur les syndicats !*

Von Hayek et Friedman ont fait des émules à l'Est. Vaclav Klaus, élu président de la République tchèque en 2003, déclarait au début des années 1990 à l'hebdomadaire britannique *The Economist* : *"Le système social de l'Europe occidentale est beaucoup trop prisonnier de règles et de contrôles excessifs. L'Etat-providence, avec tous ses transferts de paiements généreux non conditionnés par des critères ou par l'effort et les mérites des personnes concernées, détruit les fondements moraux du travail et le sentiment de responsabilité individuelle. Les fonctionnaires sont trop protégés. Il faut dire que la révolution thatchérienne, c'est-à-dire antikeynésienne et libérale, se trouve au milieu du gué en Europe occidentale. Il est nécessaire de la conduire sur l'autre rive". |[14](#)]*

Dans un autre document rédigé spécialement par la Banque mondiale pour apporter sa contribution au Sommet mondial sur le Développement Social, organisé par l'ONU en mars 1995 à Copenhague, elle déclare purement et simplement que pour les pays du Tiers Monde : *" Salaire minimum, assurance chômage, indemnités de licenciement et législation sur la sécurité de l'emploi ne sont d'aucune utilité aux travailleurs des campagnes et du secteur informel qui constituent l'essentiel des pauvres des pays en développement " |[15](#)].*

Ce type de déclaration colle parfaitement avec celle d'un autre tenant du néolibéralisme, George Gilder, pour qui : *" La sécurité sociale érode maintenant le travail et la famille et maintient ainsi les pauvres dans la pauvreté " |[16](#)]. Il peut être utile de préciser que Gilder prône ce discours pour l'ensemble de la planète, y compris les pays industrialisés ! Ces déclarations de Gilder et de la Banque mondiale ne sont pas sans rappeler cette affirmation de Thomas-Robert Malthus : *" En définitive, les lois sur les pauvres peuvent être considérées comme affaiblissant à la fois le goût et la faculté de s'élever chez les gens du commun ; elles affaiblissent ainsi un des plus puissants motifs de travail ".**

Alan Greenspan emboîte les pas de Malthus, de Gilder, de Hayek et de la Banque mondiale et écrit : *« les systèmes de Sécurité sociale existent virtuellement partout, plus ou moins développés. Par leur nature, ils inhibent le plein exercice du laisser-faire, principalement par des lois sur le travail et la redistribution du revenu. » |[17](#)]*

D'ailleurs, Greenspan ne voit pas pourquoi on fixerait légalement des limites aux rémunérations des chefs d'entreprise : *« Même en tenant compte des failles de la gouvernance d'entreprise, les salaires des dirigeants sont, en dernier recours, assumés par les actionnaires et, on l'espère, volontairement. Je l'ai dit plus haut : le gouvernement n'a pas*

de rôle à jouer dans cette transaction. Le contrôle des salaires, comme celui des prix, mène à des distorsions inattendues et graves. »

Il ajoute en guise de cerise sur le gâteau néolibéral : « *Le paradigme du PDG autocratique semble être la seule solution qui assure le bon fonctionnement d'une entreprise. Nous ne pouvons contourner l'impératif autoritaire de la structure actuelle de l'entreprise.* » [\[18\]](#).

La capacité visionnaire de ce grand néolibéral d'Alan Greenspan doit être révélée. A l'heure où s'effondrait l'échafaudage financier qu'il a contribué à créer, Greenspan écrivait : « *Pour faciliter le financement, les garanties et l'instantanéité de tout ce commerce, le volume des transactions financières devait, lui, croître encore plus vite que le commerce lui-même. Il fallait inventer des formes entièrement nouvelles de finance, développer des dérivés de crédit, des titres garantis, des achats de pétrole à terme et autres, qui font que le système commercial mondial fonctionne beaucoup plus efficacement. A maints égards, l'apparente stabilité de notre commerce et de notre système financier mondiaux réaffirment le principe, énoncé par Adam Smith en 1776, simple et vérifié par l'Histoire : le libre commerce d'individus travaillant pour leur intérêt conduit à une économie croissante et stable.* » [\[19\]](#)

Mais qu'attend la Banque centrale de Suède pour lui attribuer le prix Nobel d'économie ? [\[20\]](#)

Bibliographie

Anderson, Perry. 1996. « Histoire et leçons du néo-libéralisme : La construction d'une voie unique », *Page Deux*, octobre 1996.

Banque mondiale / World Bank. 1995a. *Rapport sur le développement dans le monde. Le monde du travail dans une économie sans frontières*, Banque mondiale, Washington.

Banque mondiale / World Bank. 1995b. *Promouvoir le développement social. Contribution de la Banque mondiale au Sommet social*, Banque mondiale, Washington.

Beaud, Michel et Dostaler, Gilles. 1993. *La Pensée économique depuis Keynes*, Seuil, 1996, 444 p.

Becker, Gary. 1976. *The Economic Approach to Human Behavior*, University of Chicago Press.

Bensaïd, Daniel. 1995a. *Marx l'intempestif*, Fayard, Paris, 415 p.

Bensaïd, Daniel. 1995b. *La Discordance des temps*, La Passion, Paris, 301 p.

Chesnais, François. 1997c. *La Mondialisation du capital*, Alternatives économiques, Syros, Paris, 332 p.

Chesnais, François, Duménil, Gérard, Lévy, Dominique et Wallerstein, Immanuel. 2001. *Une Nouvelle phase du capitalisme ?*, Syllepse, Paris, 123 p.

Friedman, Milton. 1970. *The Counter-Revolution in Monetary Theory*, London of Economic Affairs.

Galbraith, John Kenneth. 1954. *La crise économique de 1929. Anatomie d'une catastrophe financière*, Petite

bibliothèque Payot, Paris, 2008, 268 p.

Gilder George. 1981. *Richesse et Pauvreté*, Albin Michel, Fayard.

Greenspan Alan. 2007. *Le Temps des turbulences*, Editions Jean-Claude Lattès, Paris, 677 p.

Hayek von, Friedrich August. 1944. *La Route de la servitude*, Puf, Quadrige, Paris, 2002, 176 p.

Keynes, John. M. 1936. *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, Editions Payot, 1969, 387 p.

Malthus, Thomas-Robert. 1798. *Essai sur le principe de population*, P.U.F., Paris, 1980.

Mandel, Ernest. 1972. *Le Troisième âge du Capitalisme*, La Passion, Paris, 1997, 500 p.

Marx, Karl. 1857-1858. *Gundrisse der Kritik der politischen ökonomie*, 6 vol, 10/18, 1972.

Salama, Pierre et Valier, Jacques. 1994. *Pauvreté et inégalités dans le tiers monde*, La Découverte, Paris, 222 p.

Smith, Adam. 1776. *Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations*, Flammarion, Paris, 1991, 2 tomes, 1060 p. (traduction en espagnol : *Investigación sobre la naturaleza y causas de la riqueza de las naciones*, Fondo de Cultura Económica, Mexico, 1979, 917 p.)

Stiglitz, Joseph E. 2002, *La Grande désillusion*, Fayard, Paris, 324 p.

Stiglitz, Joseph E. 2003, *Quand le capitalisme perd la tête*, Fayard, Paris, 416 p

Toussaint, Eric. 2004. *La Finance contre les peuples. La Bourse ou la Vie*, CADTM-Bruxelles/CETIM-Genève/Syllepse-Paris, 640 p.

Udry, Charles-André. 1996. "Los Origenes del neoliberalismo : F von Hayek : el apostol del neoliberalismo", *Desde los Cuatro Puntos*, n1, Mexico, 1997.

Urriola, Rafael, coord. 1996. *La Globalizacion de los desajustes*, Nueva Sociedad, Caracas, 138 p.

[1] La 1ère partie de cette série « *Un coup d'oeil dans le rétroviseur pour comprendre le présent* » est parue le 3 juin 2009 sur le site cadtm.org sous le titre « *Adam Smith est plus proche de Karl Marx que de ceux qui l'encensent aujourd'hui* » ; la 2e partie, le 5 juin sous le titre : « *L'idéologie néolibérale a la peau dure* » ; la 3e partie, le 7 juin : « *L'éclipse libérale des années 1930 aux années 1970* » ; la 4e partie intitulée : « *Le retour en force de l'idéologie libérale dans les années 1970* » le 9 juin ; la 5e partie intitulée : « *Révolution keynésienne et contre-révolution néo-libérale* » le 11 juin ; la 6e partie et dernière intitulée : « *De Friedman et Hayek à Greenspan en passant par le duo Banque mondiale-FMI : Les dogmes néo-libéraux* » le 13 juin 2009.

[2] M. Friedman, 1970, p. 7.

[3] Voir M. Beaud et G. Dostaler, 1993, p. 274-275.

[4] Voir M. Beaud et G. Dostaler, 1993, p. 188.

[5] Voir P. Salama et J. Valier, 1994, p. 149.

[6] Voir Ominami in Urriola, 1996, p. 42.

[7] Margaret Thatcher, Les chemins du pouvoir, t.2, Albin Michel, 1995, p.55-56, cité par Udry, 1996.

[8] J. Stiglitz, 2002, p. 64-65.

[9] D. Bensaïd, 1995, p. 178.

[10] F. von Hayek, 1944, p. 96 de l'édition en français.

[11] Banque mondiale, 1995a, p. 104.

[12] Banque mondiale, 1995a, p. 104.

[13] Banque mondiale, 1995a, p. 95.

[14] Cité par P. Anderson, 1996, p. 27.

[15] Banque mondiale, 1995b, p. 35

[16] G. Gilder, 1981, p. 127

[17] A. Greenspan, 2007, p. 639.

[18] A. Greenspan, 2007, p. 554

[19] A. Greenspan, 2007, p. 472

[20] Pour rappel, Myron Scholes et Robert Morton ont reçu en 1997 le « prix Nobel » d'économie pour leur [modèle mathématique d'évaluation des options](#). LTCM, le fonds spéculatif qu'ils conseillaient, s'est retrouvé au bord de la faillite en 1998. C'est Alan Greenspan qui a été un des principaux artisans du sauvetage de LTCM en septembre 1998.